

L'influence de l'isolement et de l'absence de services et commerces de proximité sur le vote FN en milieu rural.

Récemment publiés

- » N°134 : *François Hollande face à la fronde paysanne*
- » N°133 : *Premier tour des régionales : le FN poursuit sa progression*
- » N°132 : *« Retrait républicain » ou maintien de la gauche au 2nd tour : quels enseignements tirer des précédents scrutins ?*
- » N°131 : *Répartition des bureaux de vote pour la primaire de la droite et du centre : le choix du scrutin de référence est loin d'être neutre*
- » N°130 : *L'évolution de la popularité des chefs de file du Front National*
- » N°129 : *L'image du Parti Socialiste à la veille du Congrès de Poitiers*
- » N°128 : *Migrants en Méditerranée : un durcissement de l'opinion*
- » N°127 : *Les élections départementales et l'effet « domino » des municipales*
- » N°126 : *Le FN au second tour des élections départementales de 2015*
- » N°125 : *Elections départementales : la gauche et la droite face au dilemme des triangulaires*
- » N°124 : *Elections départementales : une gauche très divisée face à une droite rassemblée et un FN en dynamique*
- » N°123 : *Législative partielle du Doubs : le PS l'emporte de justesse face à la poussée frontiste*
- » N°122 : *Le FN et la question gay*
- » N°121 : *Marche républicaine « pour Charlie » : des disparités de mobilisation lourdes de sens*

» Cette année, les responsables politiques vont une nouvelle fois se précipiter dans les allées du Salon de l'agriculture. Même si les agriculteurs ne représentent plus qu'un peu plus de 1% de la population, les racines paysannes de la société française demeurent vivaces et les agriculteurs constituent les portedrapeaux de la ruralité qui abrite environ un quart du corps électoral.

Le Salon de l'agriculture constitue donc un passage obligé pour tous les candidats à 14 mois de l'élection présidentielle, même si cette année l'ambiance ne sera pas bucolique dans les allées de la plus grande ferme de France.

En effet, sur fond de crise des cours, des pans entiers de l'agriculture (lait, porcs...) souffrent, et à ces problèmes sectoriels vient s'ajouter le malaise des territoires ruraux confrontés aux difficultés économiques et à la disparition des services publics. Marine Le Pen a bien identifié le potentiel électoral qu'elle pouvait retirer de la sourde colère qui gronde dans les campagnes à la fois contre l'Europe, mais aussi contre les responsables politiques qui auraient abandonné les territoires ruraux aux profits des banlieues pour lesquelles on « aurait déversé en vain des milliards depuis des années sans aucun résultats ». C'est d'ailleurs à Brachay, petit village de 50 habitants de Haute-Marne, qui avait offert à la candidate du FN son meilleur résultat national (72% des voix !) à la présidentielle de 2012, que Marine Le Pen prononce désormais chaque année depuis 2013 son discours de rentrée politique le 29 août.

Gauche et droite ont tenté de réagir face à l'offensive frontiste en direction de la « *France des oubliés et des invisibles* ». Ainsi, par exemple, le 13 mars 2015, à quelques jours des élections départementales, Manuel Valls et neuf ministres se rendaient à Laon pour tenir un comité interministériel sur la ruralité. Le choix de l'Aisne ne tenait pas au hasard puisqu'il s'agissait d'un des départements où la victoire du FN était la plus envisageable. Le gouvernement annonçait, à cette occasion, le triplement des maisons de services publics ainsi qu'un plan devant mettre fin aux zones blanches de téléphonie 2G et 3G. Le même type de mesures furent au programme d'un autre comité interministériel décentralisé consacré à la ruralité qui se tint le 14 septembre 2015 à Vesoul (Haute-Saône) en présence du président de la République. A trois mois des élections régionales, où l'on craignait une nouvelle poussée frontiste, de nouvelles aides pour les zones rurales furent annoncées : revitalisation des bourgs, garantie d'un meilleur accès à la santé en milieu rural et une nouvelle fois une meilleure couverture en terme de téléphonie.

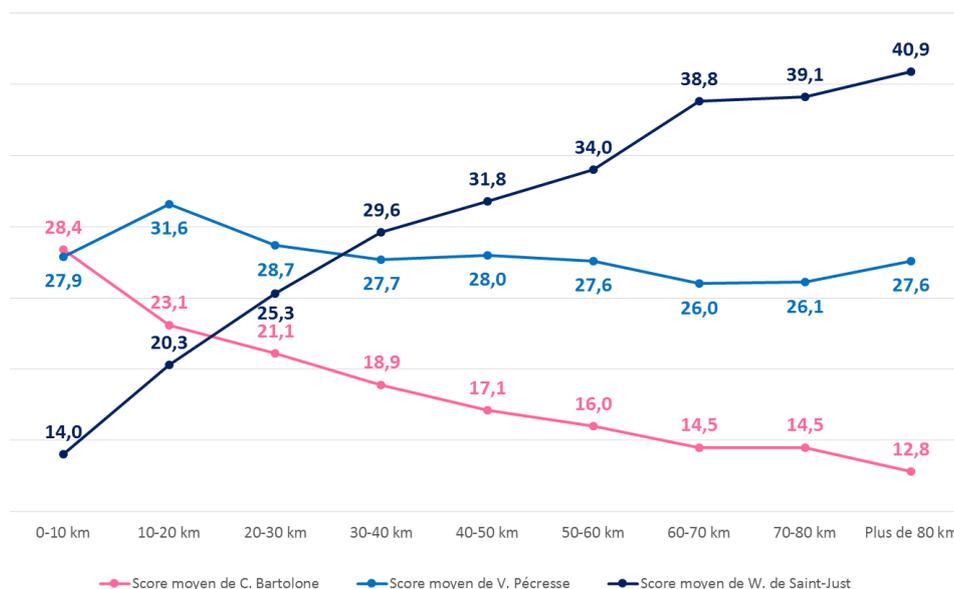
Concurrencée dans ce qui fut longtemps sa chasse-gardée, la droite ne fut pas en reste. Les Républicains organisèrent le 3 février dernier une convention thématique sur la ruralité et l'agriculture. Il y fut notamment question d'un « grand plan Marshall » pour les zones rurales et si l'ambition affichée était d'avancer des propositions et de réfléchir à des solutions face à la crise agricole, l'objectif était aussi clairement de trouver la parade face à la dynamique frontiste observée une nouvelle fois dans les campagnes à l'occasion des élections régionales.

1. Le vote FN prospère à distance des grands centres urbains.

L'analyse de la carte électorale montre en effet que, comme depuis maintenant une dizaine d'années, le vote FN prospère dans les territoires ruraux et péri-urbains alors que son audience est plus limitée dans les principales agglomérations et dans leur immédiate périphérie. Dans la plupart des régions, il semble même que le vote FN obéisse à une loi de la distance par rapport aux grands centres urbains. Le cas le plus emblématique et le plus caricatural est celui de l'Île-de-France. Comme le montre le graphique suivant, le score du parti frontiste augmente linéairement et spectaculairement au fur et à mesure que l'on s'éloigne de Paris¹.

¹ On retrouve une situation un peu comparable dans certaines zones touristiques. Dans ces territoires ruraux particuliers, le potentiel touristique génère des revenus importants et une présence significative de certaines catégories socio-professionnelles (commerçants, cadres etc...). Les flux touristiques modifient ainsi le climat d'opinion et la sociologie locale. Et l'on constate alors, si l'on prend par exemple le cas de la côte normande que le vote FN est un plus contenu dans les petites communes du littoral (25,1% en moyenne au premier tour des dernières élections régionales pour les communes de Bénerville-sur-Mer, Blonville-sur-Mer, Villers-sur-Mer et Houlgate situées entre Deauville et Cabourg) alors que ce vote grimpe sensiblement dans les communes situées seulement à 5 kilomètres du littoral (31% en moyenne à Auberville, Touques et Vauville) et un peu davantage encore quand on fait quelques kilomètres de plus dans l'intérieur des terres : 33,4% en moyenne pour les communes de Saint-Pierre-Azif, Heuland, Douville-en-Auge et Périers-en-Auge.

Scores moyens au 1er tour des élections régionales de 2015 en Ile-de-France en fonction de la distance à Paris



Ce phénomène qui prend l'aspect d'une loi physique ou mathématique quasi-parfaite renseigne sur la puissance des ressorts qui structurent ce vote selon une logique géographique implacable. Plusieurs facteurs viennent se superposer et contribuer à cette distribution géographique très particulière. Celle-ci s'explique en premier lieu par la répartition des différentes catégories sociales dans l'espace. Les cadres et professions libérales et intellectuelles, réfractaires au vote FN, sont concentrés dans le cœur de la métropole alors que plus on s'en éloigne et plus la proportion des ouvriers, des employés et des commerçants et artisans, groupes sociaux les plus acquis au FN, sont surreprésentés dans la population locale. Non seulement les catégories populaires pèsent beaucoup plus dans le péri-urbain et la ruralité, ce qui avantage structurellement le FN, mais, de surcroît, elles votent davantage pour ce parti que leurs homologues qui résident dans ou à proximité du cœur de la métropole. Ce second facteur tient notamment au fait que les populations issues de l'immigration (qui votent très peu pour le FN) constituent une part significative des ouvriers et des employés vivant au centre de l'agglomération alors que ces mêmes classes sociales qui peuplent les zones péri-urbaines et rurales sont beaucoup moins liées à l'immigration.

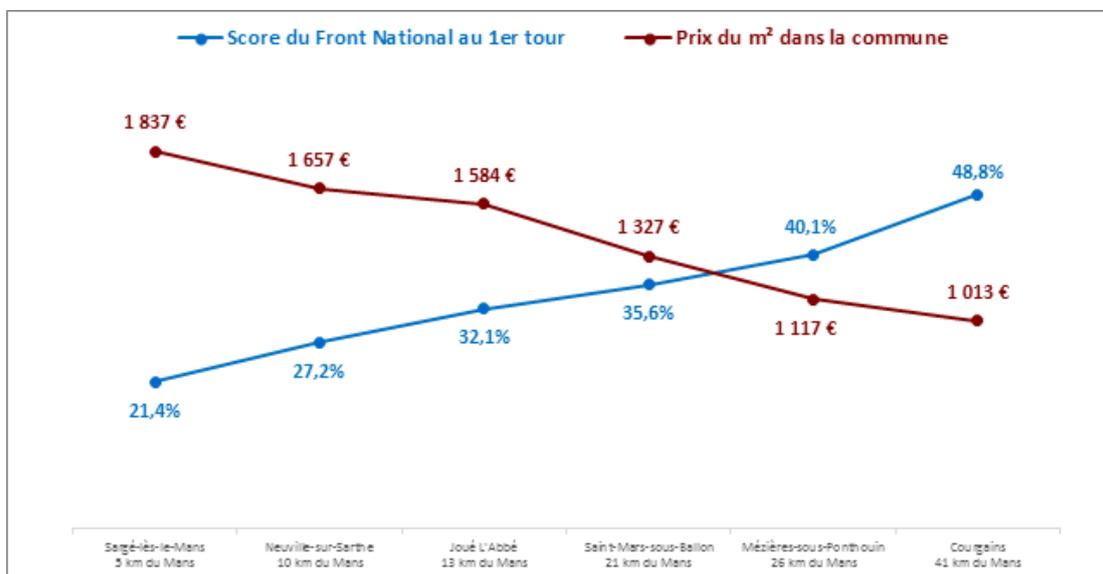
Toute une partie de ce que certains appellent les « petits blancs », sont soit originaires de ces villages ou de ces petites villes situées à bonne distance de Paris, ou ont soit quitté l'agglomération parisienne pour devenir propriétaires et/ou « pour fuir la banlieue », emmenant avec eux leur bulletin de vote. Le climat d'opinion, qu'il s'agisse du rapport à l'autre ou du degré d'ouverture va donc varier de manière très importante en seulement quelques dizaines de kilomètres. Mais cette distance produit également un sentiment d'éloignement et de relégation. Les habitants de ces territoires ruraux et péri-urbains sont ainsi à l'écart des lieux d'activités économiques les plus dynamiques et des centres de pouvoir. Le marché du travail local offre beaucoup moins d'opportunités en cas de perte d'emplois. Tous les déplacements nécessitent l'usage de la voiture, ce qui vient grever le niveau de vie et nous avons ainsi montré dans une note à paraître pour la Fondapol qu'en Seine-et-Marne, à distance équivalente de Paris, le vote FN était généralement plus élevé dans les communes non desservies par le RER ou le Transilien que dans celles situées sur ces lignes. Les services publics, les commerces et la vie associative et culturelle sont également moins présents que dans le cœur de la métropole.

2. Vote FN et prix de l'immobilier obéissent à la « loi de la distance »

On pourrait penser que ce phénomène est propre à la région parisienne. Or, il n'en est rien. On retrouve en effet, avec une intensité plus ou moins forte, les mêmes logiques à l'œuvre partout sur le territoire.

Si l'on quitte l'Île-France pour un département plus rural comme la Sarthe par exemple, la problématique de la desserte ferroviaire n'entre plus en ligne de compte. Dans ce département, comme quasiment partout en province, la logique qui prédomine alors est celle de l'éloignement à la ville-centre. La distance kilométrique du Mans, principal bassin d'emploi sarthois, et donc le temps et le coût du déplacement en voiture, ont un impact majeur sur le prix de l'immobilier. Si l'on considère par exemple le nord du département, on constate ainsi que le prix du mètre carré est très clairement indexé à cette distance. D'après le site *meilleursagents.com*, le prix du mètre carré est ainsi le plus élevé dans la commune de Sargé-lès-le-Mans, commune aisée située dans la première couronne mancelle. Il décline ensuite progressivement pour être quasiment divisé par deux (1013 €/m²) dans la commune de Courgains, éloignée de 45 km du Mans, cette distance représentant un trajet de 40 minutes en moyenne en voiture. Or, comme on peut le voir sur le graphique suivant, le vote Front National au premier tour des régionales a atteint 48.8% dans cette commune contre seulement 21.4% dans celle de Sargé-lès-le-Mans. Ici comme ailleurs, le vote frontiste augmente donc linéairement au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la ville-centre pour flamber dans le péri-urbain éloigné, ce vote évoluant selon une logique totalement inversée par rapport au prix de l'immobilier, qui lui décline avec la distance à l'agglomération.

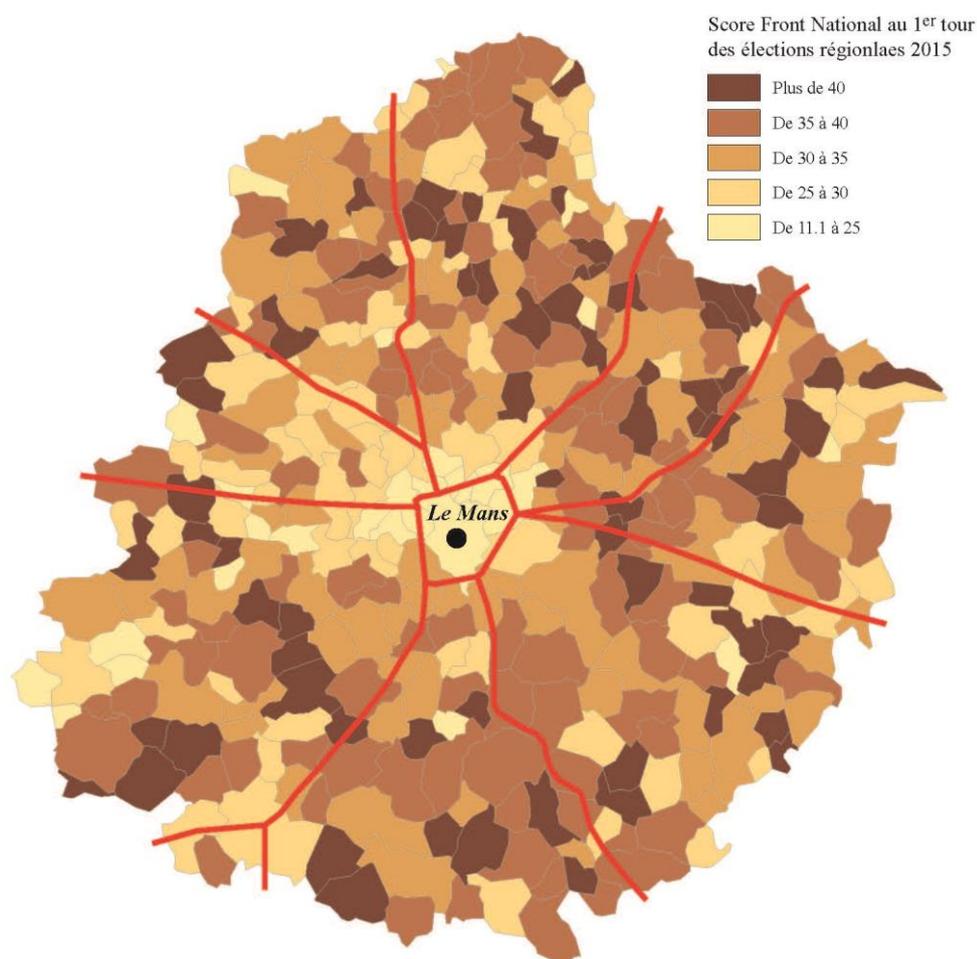
Score du Front National au premier tour des régionales et prix de l'immobilier dans quelques communes du Nord de la Sarthe en fonction de la distance au Mans



La distance kilométrique avec la ville-centre n'est-elle pas le seul paramètre rentrant en ligne de compte. La carte du vote FN dans la Sarthe², corroborée par plusieurs autres exemples, indique en effet que les communes où ce vote a été le plus élevé sont, d'une manière générale, situées à l'écart des grands axes routiers maillant le département (apparaissant en rouge sur la carte). Pour y accéder ou en partir, il faut alors emprunter des axes secondaires avant de retrouver les routes principales, ce qui augmente d'autant la

² Réalisée par Sylvain Manternach.

durée du trajet mais aussi le sentiment d'isolement voire de relégation, terrain qui contribue puissamment à la dynamique frontiste dans les zones rurales.



3. L'impact de la présence de commerces et de services de proximité dans les communes rurales

Mais ce sentiment d'isolement ne se nourrit pas uniquement de la distance à la grande ville et à ses activités, il est également alimenté par la fermeture des commerces et des services de proximité dans les villages, phénomène contre lequel d'ailleurs le gouvernement essaye de lutter au travers de ses plans pour revitaliser les centre-bourgs.

Grâce à la base de données Gédéon, outil très puissant développé par la société ADN et qui recense la présence ou l'absence de plus de 500 variables dans toutes les communes françaises³, nous avons pu pour la

³ Gedeon est une base de données des communes métropolitaines qui relie entre elles une quinzaine de BPE (Base permanente de l'équipement) de l'Insee + des données issues de l'Open Data gouvernemental comme les résultats des consultations électorales, depuis 2007, ou les datas du site impots.gouv.fr sans oublier les données issues du recensement. Toutes les communes sont géolocalisées afin de pouvoir calculer les distances aux services si ceux-ci sont absents de la commune. A ce jour la base contient environ 500 variables hors les distances.

première fois mesurer l'impact en milieu rural de la présence et de l'absence de services et commerces de proximité sur le vote FN.

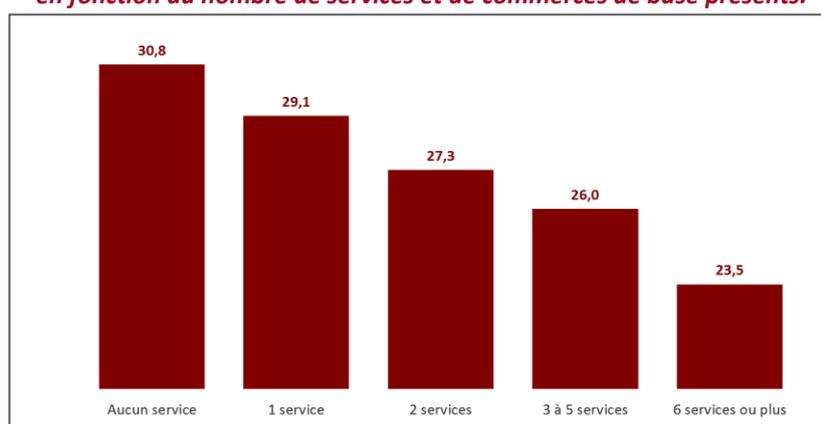
Pour ce faire, nous avons sélectionné avec Guy Dumoulin de la société ADN, les 9 commerces et services de proximité les plus répandus en France. Nous avons ainsi retenu comme critères la présence :

- D'une boulangerie
- D'une boucherie-charcuterie
- D'une épicerie
- D'un café, restaurant ou café-restaurant
- D'un bureau de poste
- D'un relais-poste chez un commerçant
- D'une banque ou d'une caisse d'épargne
- D'un médecin omnipraticien (généraliste)
- D'une pharmacie

Nous avons ensuite calculé le score moyen pour le FN⁴ dans différents groupes de communes, ces groupes étant définis selon le nombre de ces services ou commerces présents dans la commune. Afin de neutraliser autant que faire se peut l'effet taille de la commune (car on peut penser que le nombre de commerces et services présents dans une commune est indexé à la taille de sa population), nous avons effectué nos analyses sur deux strates de communes relativement homogènes : les communes de moins de 500 habitants et les communes de 500 à 1000 habitants, ces deux strates représentant au global 26841 communes soit plus des deux tiers des communes françaises.

Or comme le montrent les deux graphiques suivants, on observe un lien très net entre la densité de services et commerces présents dans une commune rurale et l'intensité du vote FN dans cette même commune. Pour les villages de moins de 500 habitants, le vote FN passe ainsi en moyenne de 30,8% dans ceux ne comptant aucun service, puis à 29,1% dans ceux qui en comptent un et enfin à seulement 23,5% parmi ceux qui ont la chance de compter 6 services ou plus parmi les 9 principaux que nous avons sélectionnés.

Le score du Front National aux européennes de 2014 dans les communes de moins de 500 habitants en fonction du nombre de services et de commerces de base présents.

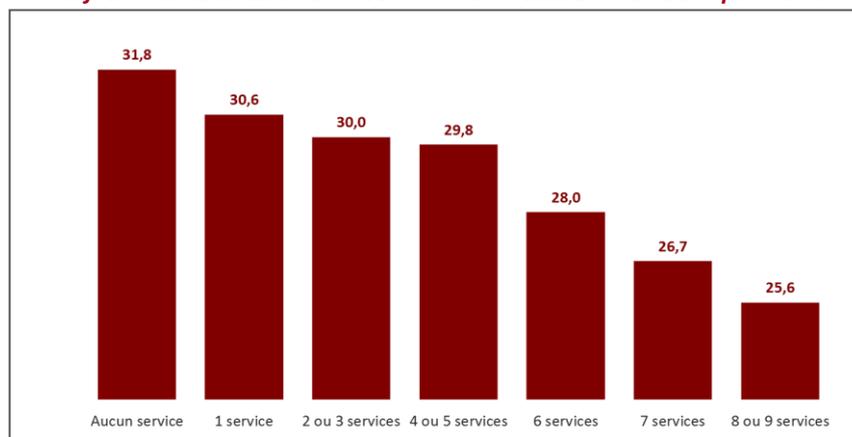


Le fait que le vote frontiste décline linéairement en fonction du nombre de commerces et de services présents laisse à penser que la présence ou l'absence de commerces et services de base joue un rôle clé dans le ressenti des habitants. Moins il y a de commerces ou de services, et a fortiori s'il n'y en a plus aucun, et plus le sentiment d'abandon, de déclin et d'isolement sera puissant, avec comme corollaire un vote FN

⁴ Pour des raisons pratiques, nous avons travaillé sur le score du FN lors des élections européennes de 2014

« dopé » (avec un différentiel de 7,3 points entre les communes sans aucun commerce et service et les communes commercialement les plus vivantes) dans des territoires déjà plutôt enclins à voter pour ce parti. Ce tropisme frontiste des zones rurales se lit dans le fait que le FN obtient ainsi un score « de base » déjà assez élevé de 23,5% dans les villages abritant au moins 6 types de commerces ou services, c'est-à-dire ceux où ce sentiment d'abandon est censé être le plus faible.

Le score du Front National aux européennes de 2014 dans les communes de 500 à 1000 habitants en fonction du nombre de services et de commerces de base présents.



On retrouve exactement le même phénomène dans la strate de communes comptant 500 à 1000 habitants, ce qui démontre que le discours du FN sur le déclin et l'abandon ces campagnes rencontre un écho d'autant plus marqué dans les communes rurales objectivement les moins bien loties en termes de services de proximité alors que ce discours prend moins bien dans les communes où une vie commerçante demeure présente.

Ce paramètre de la densité de commerces et services de proximité encore présents dans le monde rural est aussi l'une des variables (mais pas la seule) qui permet d'expliquer l'important différentiel entre le niveau de vote FN dans la partie ouest et dans la partie est du pays. Ainsi, c'est dans les régions du quart nord-est de la France, qui votent les plus massivement pour le FN, que la proportion de communes de moins de 1000 habitants ne comptant aucun des 9 services ou commerces de proximité sélectionnés dans le cadre de cette analyse est la plus élevée. 64% des communes de cette taille de Nord-Pas-de-Calais-Picardie, 60% de celles d'Alsace-Lorraine-Champagne-Ardennes ou bien encore 56% de celles de Bourgogne-Franche-Comté⁵ sont dans cette situation, qui nourrit localement ce sentiment d'abandon. A l'inverse, les commerces et services de proximité ont été davantage maintenus dans les régions qui demeurent parmi les plus réfractaires au vote FN. On ne compte en effet « que » 32% de communes de moins de 1000 habitants sans commerce en Rhône-Alpes-Auvergne, 33% dans les Pays-de-la-Loire, et seulement 25% en Bretagne, région qui a le plus faiblement voté pour le parti lepéniste aux dernières élections régionales.

Ce paramètre n'explique pas à lui seul les écarts régionaux car d'une part, le niveau du vote FN dans une région donnée dépend évidemment aussi des scores observés dans les zones urbanisées (qui démographiquement pèsent très lourd) et car, d'autre part, on constate à situation égale des écarts importants du score du FN selon les régions. Ainsi dans les communes rurales dépourvues des 9 services ou commerces sélectionnés, le score moyen s'est établi à 27,4% dans les Pays-de-la-Loire mais à 34,4% dans la région Grand-Est. D'autres facteurs structurent donc en profondeur la géographie électorale du vote frontiste mais ce vote est encore significativement amplifié dans les campagnes du quart Nord-Est, zone

⁵ On peut aussi ajouter à ce bloc « Nord-Est », la Normandie réunifiée qui a également fortement voté FN et où 61% des communes de moins de 1000 habitants ne comptent plus aucun service.

votant déjà « naturellement » pour ce parti, du fait de la prégnance d'un sentiment d'abandon et d'isolement nettement plus répandu que dans les campagnes bretonnes ou ligériennes par exemple.

La densité de services et commerces présents dans une commune rurale influe donc assez sensiblement sur l'intensité du vote FN. Mais l'impact psychologique et donc électoral de chacun de ces services est-il le même ou la présence ou l'absence de certains d'entre eux produit-il un effet électoral plus important ? Après avoir analysé comment variait le résultat du FN en fonction du nombre de services et commerces présents dans la commune, nous avons donc calculé dans le tableau ci-dessous le score moyen du FN dans les communes pourvues et dépourvues de chacun des 9 services pris isolément.

L'impact de la présence et de l'absence de certains services et commerces dans les communes de moins de 1.000 habitants sur le vote FN aux européennes.

Type de service ou commerce	Score du FN quand :		Ecart
	présence du service dans la commune	absence du service dans la commune	
Bureau de poste (1239*)	26,7%	30,1%	-3,4 pts
Epicerie (2997)	27,7%	30,2%	-2,5 pts
Banque, Caisse d'Épargne (950)	27,7%	30%	-2,3 pts
Restaurant, café (9784)	28,6%	30,7%	-2,1 pts
Pharmacie (1145)	28,1%	30%	-1,9 pt
Médecin, omnipraticien (1949)	28,4%	30%	-1,6 pt
Boucherie, charcuterie (1979)	28,8%	30%	-1,2 pt
Boulangerie (4708)	29,1%	30,1%	-1 pt
Relais Poste chez un commerçant (1177)	29,8%	29,9%	-0,1 pt

(*) Nombre de communes de moins de 1000 habitants où le service / le commerce est présent

Deux constats peuvent être faits à la lecture de ce tableau. Premier constat, les écarts observés ne sont jamais aussi marqués que dans l'analyse selon le nombre de services ou commerces présents. Si l'absence d'un commerce ou service aura un impact plus ou moins marqué en tant que tel, l'aspect cumulatif compte également beaucoup. Le sentiment d'isolement sera d'autant plus fort quand plusieurs services de base manquent. Second constat, l'impact de la présence ou de l'absence d'un établissement varie en fonction du service ou du commerce en question. Le vote FN se montre ainsi le plus sensible à la présence ou l'absence d'un bureau de poste puisque l'écart moyen atteint 3,4 points. Cela peut s'expliquer par le fait que le bureau de poste symbolise par excellence la présence des services publics en milieu rural. Le bureau de poste confère un statut au village qui en est (encore) doté et le relie avec le reste du pays. On comprend que la fermeture d'un bureau de poste soit très mal vécue dans une commune. C'est à la fois synonyme de déclassement et une illustration très concrète du désengagement des services publics dans le monde rural. Et dans ce contexte, les villages qui ne sont pas (ou plus) pourvus d'un bureau de poste votent sensiblement plus pour le FN que les autres. Il est d'ailleurs intéressant de noter à ce propos que la présence d'un relais-poste chez un commerçant n'a, à l'inverse, quasiment aucun impact sur ce vote. Alors que cette solution a été pensée pour venir compenser la fermeture des bureaux de plein exercice, il apparaît que leur impact électoral et donc sur l'opinion locale est nul. Tout se passe alors comme si l'existence de ce dispositif ne faisait pour ainsi dire aucune différence et avait un impact sans commune mesure avec celui produit par la présence ou la disparition d'un bureau de poste.

La présence ou l'absence de commerces comme les épiceries, les agences bancaires, les restaurants et cafés et les pharmacies influe quant à elle à hauteur de + ou - 2 points environ. Alors que la question des déserts

médicaux revient régulièrement dans le débat, l'impact est moins fort pour ce qui est de la présence d'un médecin généraliste (1,6 point d'écart). Ce résultat a priori contre-intuitif peut s'expliquer par le fait qu'un médecin de campagne couvre traditionnellement un territoire bien plus vaste qu'une commune et que les patients en zone rurale sont habitués à voir leur médecin rayonner sur plusieurs communes. La problématique des déserts médicaux ne se pose donc pas à l'échelle de la commune mais quand un, voire souvent plusieurs cantons, ne compte(nt) aucun généraliste.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com